Denis Szabo (1929-)

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC)
Université de Montréal

(1985)

“Nature et culture, l'inné et l'acquis.
Quelques considérations sur
la réactualisation du débat et
ses incidences sur la criminologie”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Denis Szabo, **"Nature et culture, l'inné et l'acquis. Quelques considérations sur la réactualisation du débat et ses incidences sur la criminologie"**.

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, 1985, Troisième série, vol. 35, pp. 233-271. Paris : Les Presses universitaires de France.

M. Szabo est criminologue et fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC), Université de Montréal

Avec l'autorisation formelle accordée le 25 mai 2005 de diffuser tous ses travaux.

Courriel : denis.szabo@umontreal.ca ou son assistante :
gwladys.benito@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 19 juillet 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Denis Szabo

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

“Nature et culture, l'inné et l'acquis. Quelques considérations sur la réactualisation du débat et ses incidences sur la criminologie” (1985)

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, 1985, Troisième série, vol. 35, pp. 233-271. Paris : Les Presses universitaires de France.

Table des matières

Les origines du débat

*Le décalage épistémologique dans les sciences sociales et ses
conséquences sur la criminologie*

Le défi sociobiologique et la criminologie

Sociologie et racisme : un préalable à ne pas occulter

I. DÉTERMINISMES BIOLOGIQUES ET SPÉCIFICITÉ HU-
MAINE

II. INCIDENCES CRIMINOLOGIQUES DES DÉBATS ÉPIS-
TÉMOLOGIQUES ET THÉORIQUES DANS LES SCIEN-
CES HUMAINES

Conclusion

Bibliographie

Denis Szabo

"Nature et culture, l'inné et l'acquis. Quelques considérations
sur la réactualisation du débat et ses incidences sur la criminologie".

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, 1985, Troisième série, vol. 35, pp. 233-271. Paris : Les Presses universitaires de France.

Les origines du débat

[Retour à la table des matières](#)

L'anthropologie, science de l'homme par excellence, se trouve confrontée dès ses origines, à l'ambiguïté fondamentale de son objet d'étude : l'homme et la condition humaine. Comme le note Claude Lévi-Strauss (1981), par sa généralité, le terme semble ignorer... les différences que l'ethnologie a « pour but essentiel de repérer et d'isoler pour souligner les particularismes, mais non sans postuler un critère implicite -celui même de la condition humaine - qui peut seul lui permettre de circonscrire les limites externes de son objet » (p. 365). Poser le problème de cette manière, c'est reconnaître qu'il s'agit là d'un problème philosophique fondamental. Sa solution ne relèvera donc pas des apports de la recherche empirique. Le *consensus gentium* fut considéré par une tradition puissante de la culture judéo-chrétienne, gréco-latine et en particulier par la philosophie rationaliste du siècle des lumières, comme une donnée immédiate de la conscience, comme principe *a priori*. Le vrai, le juste, le beau s'impose naturellement à l'esprit humain, comme la substance épouse la forme. Toute l'histoire des sciences sociales, surtout dans leur phase plus moderne, postdarwinienne, nuancait ou contestait carrément, ce postulat de *consensus gentium*. Une forte tradition de relativisme culturel a imprégné ainsi les sciences sociales de la deuxième moitié du XIXe siècle.

Le relativisme culturel ne va pas, non plus, sans difficulté, souligne Raymond Aron dans son bref échange de vue avec Lévi-Strauss. S'il est vrai que nous sommes incapables, dans cette perspective, de dé-

terminer la valeur relative des diverses cultures, serions-nous dépourvus, également, de jugement de valeurs sur les pratiques et les idées d'autres cultures (Aron, 1981, p. 372) ? « Est-il impensable que ce qui est bon dans une société le soit aussi dans toutes les autres ? Des jugements universels sur des comportements moraux sont-ils compatibles avec le relativisme culturel ? » En fait, Aron se demande si l'on peut connaître sans juger ou juger sans connaître (dilemme bien connu dans la criminologie clinique, en particulier). Il penche vers la possibilité d'une connaissance universelle : la vérité scientifique ne dépend que des critères intrinsèques à la démarche hypothético-déductive de la recherche. On peut, par conséquent, connaître sans infirmer son jugement par les influences diverses. Mais peut-on aussi juger sans postuler l'universalité des critères moraux ? Raymond Aron ne le pense pas.

Il importe de relever la réplique de Lévi-Strauss à l'interrogation posée par son collègue de l'Académie des Sciences morales et politiques où se déroula l'échange mémorable. Il répond par un *non possumus* résigné mais néanmoins ferme. Il est impossible à l'ethnologue, dans la praxis quotidienne de son métier, de « juger » moralement les pratiques des hommes qui diffèrent des siennes quant à la culture, les croyances, les coutumes, les institutions et les techniques. L'ambiguïté, postulée par Lévi-Strauss, demeure, car il continue : « Cette étude lui fait rencontrer des hommes qu'il s'interdit autrement de juger, mais avec lesquels il ne peut avoir des rapports autrement que sur la *base d'une moralité qui se révèle être commune* » (c'est nous qui soulignons). Finalement, il refuse de répondre au dilemme posé par Raymond Aron, sans le récuser cependant. Pour Lévi-Strauss, il s'agit là d'une aporie avec laquelle nous devons vivre, que nous devons tenter de surmonter dans l'expérience du terrain. Par sagesse, cependant nous devons renoncer à donner à cette, question une réponse théorique (p. 372).

Le rappel de ce débat Aron/Lévi-Strauss figure, en quelque sorte, en exergue à cet essai. Nous désirons indiquer par là la nature épistémologique, non scientifique, du problème fondamental. Notre propos consistera à mettre au jour les données du débat. Ces données enrichissent les hypothèses, renouvellent les interprétations, stimulent la réflexion théorique aussi bien des chercheurs que des cliniciens.

Il a été souvent souligné que le raisonnement par analogie constitue une source importante du progrès de la recherche et de la réflexion scientifique dans les sciences sociales. Inutile de remonter plus loin qu'aux fondateurs immédiats de la sociologie française, Comte et Durkheim, dont la pensée fut fécondée par les sciences pures, surtout par la biologie dans le cas du dernier. Leur volonté d'assimiler l'étude des faits sociaux, culturels et psychologiques à celle des autres données de la nature, avec toutes les réserves et nuances évidemment, introduisait dans les sciences sociales l'épistémologie et l'herméneutique dominantes dans ces disciplines à leur époque. Il y a lieu d'insister sur les conséquences de cette réflexion. En effet, l'accélération du progrès dans les sciences de la nature a mis en lumière le décalage croissant entre les théories, concepts, hypothèses véhiculés par les sciences sociales, empruntées à l'origine des sciences naturelles, en particulier à la biologie, et les théories, concepts, etc., effectivement en cours dans ces disciplines.

***Le décalage épistémologique dans les sciences sociales
et ses conséquences sur la criminologie***

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une première constatation à faire : l'infériorité des théories des sciences sociales tient partiellement à la faiblesse de leur appareil conceptuel qui reflète, bien souvent, des emprunts déjà dépassés, aux autres disciplines. Par ailleurs, les sciences appliquées comme la criminologie nourrissent elles-mêmes -leurs réflexions théoriques, d'emprunts, aux sciences humaines. Il s'agit, notamment, de la psychologie, de la sociologie et des sciences politiques et économiques. L'écart que nous relevions entre les sciences de la nature et de la vie et les sciences sociales s'agrandit encore, dans le cas des sciences appliquées. Voici une deuxième constatation : l'appareil conceptuel de la criminologie souffre d'un décalage considérable par rapport aux recherches de pointe qui se poursuivent dans les sciences biologiques et humaines,

Les orientations théoriques dans les sciences sociales sont de caractère cyclique. Les phases empiriques où domine l'exploration systématique de la réalité sociale succèdent aux phases théoriques qui

proposent des explications globales et des interprétations holistiques. C'est ainsi, par exemple, que dans la sociologie les débats épistémologiques et théoriques prédominaient jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale. L'entre-deux-guerres fut caractérisé par une véritable explosion d'investigations empiriques, surtout aux États-Unis. Cette phase, ce cycle dura en gros jusqu'à la fin des années cinquante. Le cycle dans lequel nous nous trouvons actuellement prend son point de départ au tout début des années soixante (A. Gouldner, 1970). Il se caractérise à nouveau par des préoccupations épistémologiques et théoriques. La criminologie n'échappe pas à cette règle : ce que l'on a baptisé « criminologie traditionnelle », lors de la flambée épistémologique des années soixante, fut tout simplement une criminologie qui véhiculait les cadres théoriques d'une recherche à dominance empirique. Ce qui fut le surgissement soudain d'une criminologie « nouvelle » reflétait les valeurs d'une certaine renaissance épistémologique. Mais les « nouvelles » criminologies se déploient en vagues successives. On assista, en effet, également à une renaissance des théories sur la prévention générale et à la réhabilitation du concept de la punition. On oppose le modèle « justice » à celui qui met la resocialisation au cœur même du procès pénal. Cette dernière « nouvelle » criminologie n'est point d'inspiration marxiste comme la première. Elle subit, plus ou moins directement, l'influence de la pensée systémique et cybernétique qui nourrit la recherche opérationnelle d'une part et celle de l'éthologie et de la sociobiologie d'autre part. En fait, une nouvelle perspective holistique est proposée aux sciences humaines, où l'unité de l'homme (Edgar Morin, 1974) est non seulement postulée, mais illustrée et documentée à la lumière des recherches les plus récentes dans les sciences biologiques et humaines.

Le défi sociobiologique et la criminologie

[Retour à la table des matières](#)

Si le principe qui régit la relation entre « nature » et « culture » demeure pour nous d'ordre philosophique (voir le débat Aron/Lévi-Strauss), il n'en va pas de même en ce qui concerne la mise à jour de nos connaissances ayant trait aux sciences biologiques et humaines. L'examen de cet apport doit provoquer, en criminologie, une réflexion

critique sur un certain nombre de postulats, de concepts et d'hypothèses qui inspirent ou orientent l'interprétation de la conduite criminelle. Nous allons, dans la suite, esquisser à grands traits les recherches et les théories actuellement en cours en génétique et en neurophysiologie. Nous verrons les débats actuels concernant les théories de l'apprentissage, en particulier dans une perspective éthologique d'adaptation et d'évolution. Nous noterons les progrès de la pensée systémique à orientation cybernétique en anthropologie tout en rappelant l'état présent des débats sur le concept de la « nature » dans les sciences humaines. Nous ferons le point, dans une deuxième partie, sur la réflexion concernant la culture dont la définition fut renouvelée et précisée grâce à des confrontations avec la sociobiologie et l'éthologie. Enfin, nous examinerons les conséquences pour la criminologie de ce qui précède.

Les progrès de l'anthropologie et de la sociobiologie (éthologie incluse) ont relancé les débats sur l'agression, sur ses caractéristiques, sur ses origines, sur ses fonctions psychosociales. Les impulsions et les conduites agressives sont à la base de la plupart des attaques contre les personnes. L'interprétation du droit et des mécanismes de contrôle social éclaire les règles, les normes et les sanctions qui protègent les valeurs que chaque société chérit. La transgression de ces règles, le conflit entre les valeurs, les normes et les comportements représentent la vaste majorité des crimes, des délits et des contraventions qui occupent l'appareil de prévention, de répression et de maintien de l'ordre dont se dote chaque société. Les origines socioculturelles et biopsychologiques de l'agression, les fonctions et le rôle du droit et des autres mécanismes de contrôle social dans la protection des valeurs jugées essentielles dans chaque société constituent, en somme, la substance même de la science criminologique. Cette substance ne peut être valablement cernée sans réexaminer sommairement les recherches dans la première partie de cet essai.

Sociologie et racisme : un préalable à ne pas occulter

[Retour à la table des matières](#)

Une question préalable doit être éclaircie cependant comment expliquer la réticence, voire la franche hostilité de la grande majorité des spécialistes des sciences sociales à l'égard des recherches concernant les bases biologiques du comportement social ? Le chercheur, le savant ne doit-il pas respecter, par principe et sans réserve mentale, les résultats des investigations quelles qu'en puissent être les interprétations abusives que les gens non avertis ou de mauvaise foi en tirent ? La vérité scientifique et la vérité morale ne représentent-elles pas deux ordres ontologiquement différents ? Toute inférence de l'une à l'autre ne constitue-t-elle pas une opération impliquant le jugement de la conscience morale qui se forme en deçà de la démarche scientifique ? L'histoire sociale et politique du XXe siècle ne nous permet pas de maintenir, sans réserve, une attitude sereine que justifient ces distinctions pourtant valables dans leur principe. En effet, dès le milieu du XIXe siècle, l'idée de l'unité du genre humain fut discréditée dans les milieux scientifiques et intellectuels. La théorie du polygénisme postulait l'évolution séparée des diverses races et concluait à la nocivité de la myscégenation interraciale. On justifiait ainsi les idées dominantes de l'époque qui cherchaient dans l'infériorité des races non blanches la justification de la domination de la race blanche, domination qui pouvait aller jusqu'à la justification de l'esclavage et du génocide. Le darwinisme pouvait légitimer également, aux yeux de certains, des interprétations qui hiérarchiseraient effectivement les peuples et les cultures. Les fondateurs de l'anthropologie et de la sociologie moderne, L. H. Morgan, E. Tylor et H. Spencer par exemple, raisonnaient dans une perspective très influencée par la doctrine évolutionniste. Celle-ci avait également un fort impact sur la pensée, très influente plus tard, de K. Marx et F. Engels. Il est difficile de ne pas voir l'étroite relation anthropomorphique entre cette pensée « scientifique » et l'idéologie ethnocentrique et impérialiste des décennies précédant la première guerre mondiale.

Il faut relever aussi, aux côtés du polygénisme, du darwinisme, l'influence des mensurations du quotient intellectuel dont A. Binet fut le pionnier. Repris par L. Terman, de Stanford, et par R. Yerkes, de Harvard, ces travaux ont inspiré un puissant mouvement eugéniste qui exerça une grande influence sur la politique de l'immigration des États-Unis. Dans une demi-douzaine d'États, dont la Californie, la Pennsylvanie et le New Jersey, une législation d'inspiration eugénique fut mise en vigueur. Elle prévoyait la stérilisation des personnes porteuses d'un stock génétique défectueux et prescrivait leur élimination des contingents autorisés pour l'immigration. Or, d'après ces mensurations, exécutées sous les auspices et l'autorité morale de l'Académie américaine des Sciences, et publiées en 1921, environ 80% des immigrants d'origine juive, hongroise ou italienne furent qualifiés de « faibles d'esprit » (Konner, 1982, pp. 444 et suiv.).

On ne peut pas ne pas apercevoir l'influence pernicieuse de ces conclusions « scientifiques » (dont les résultats furent aussitôt attaqués et presque aussi rapidement discrédités dans les milieux scientifiques que les suggestions de Lombroso sur le criminel-né) sur les législations et les politiques d'immigration des États-Unis. En effet, cette législation extrêmement restrictive fut une des causes importantes du refus des autorités américaines d'accroître les contingents d'immigration provenant d'Europe continentale, bientôt aux prises avec de graves convulsions politiques qui aboutissent à l'établissement de dictatures totalitaires à caractère raciste.

L'école d'anthropologie culturelle, fondée par Franz Boas et dont les épigones les plus célèbres furent A. Kroeber, M. Mead et Ruth Benedict, tentait de combattre les conclusions racistes et eugéniques, tirées des recherches biologiques. Leur influence ne fut pas suffisamment puissante, jusqu'à la fin des années trente, pour altérer les idéologies et les pratiques institutionnelles d'inspiration eugénique. Même la *Rassenbiologie* germanique, qui, avec l'avènement du nazisme, devenait doctrine officielle de l'État, puisait partiellement sa légitimité et sa justification dans les travaux américains. Le génocide des juifs et des membres d'autres races « inférieures », telles que les gitans par exemple, a discrédité cette tradition et a jeté un doute et une suspicion légitime sur toute investigation qui concernait les bases biologiques du comportement humain. L'idéologie dominante, dans les sciences

humaines, qui succédait à l'évolutionnisme et à l'eugénisme, fut le culturalisme (incluant les diverses nuances de relativisme culturel). C'est cette idéologie dominante qui explique le violent rejet, par l'opinion, des conclusions tirées des travaux d'A. Jensen et de W. Shockley par exemple, qui cherchaient à établir des corrélations entre l'appartenance ethnique, les classes sociales et le Q.I. Ce potentiel d'utilisation abusive des résultats de recherches explique, sans doute, la réaction négative de la majorité des *social scientists* à l'égard de la pensée de K. Lorenz, N. Tinbergen, de E. Wilson et de leurs collaborateurs. Nous devons être conscients de l'histoire que nous venons de rappeler, car la naïveté à notre époque n'est plus de mise. Devant les abus caractérisés d'un passé récent, on ne peut demeurer indifférent. La portée des travaux dont nous allons parler par la suite est cependant trop importante pour que nous puissions les négliger. Cette mise en garde s'imposait au seuil de notre exposé.

I. DÉTERMINISMES BIOLOGIQUES ET SPÉCIFICITÉ HUMAINE

[Retour à la table des matières](#)

Faisant partie intégrante du monde des primates, le *mutant humain* y occupe cependant une place singulière (Ruffié, 1979, p. 126). Celle-ci est due au développement extrême de la conscience réfléchie qui crée un nouveau milieu, le milieu psychosocial. L'intelligence individuelle des humains constitue l'avantage sélectif le plus efficace.

La conscience réfléchie a pu apparaître grâce à la présence simultanée de trois traits : la *station debout* permanente qui a permis, entre autres, l'accroissement ultérieur de la capacité crânienne, le développement de l'encéphale, qui est triple de la capacité crânienne du primate le plus important. La surface de l'écorce cérébrale de l'*homo sapiens* atteint 22 600 cm² alors que celle du gorille n'est que de 5 400 cm². C'est surtout l'isocortex homotypique qui atteint un maximum de développement chez l'*homo sapiens* et « assure praxis, gnose, mé-

moire, langage, faculté de prévision » (Ruffié, p. 127). *La libération du membre antérieur* est le troisième trait mettant à jour la conscience réfléchie. Grâce à la liberté de mouvement de ses mains, l'homme peut concevoir et exécuter des projets de plus en plus complexes et améliorer les résultats de ses expériences (voir Ruffié, *op. cit.*, et également du même auteur le *Traité du Vivant*, 1982).

Cette conscience individuelle réfléchie devient collective grâce au développement de la communication logique entre individus, démultiplié par l'usage de l'écriture. Désormais, écrit J. Ruffié, tout homme venant au monde disposera *a priori* de l'expérience de ceux qui l'ont précédé. Cette expérience, souligne-t-il, n'est pas innée, mais acquise. C'est l'aptitude à l'acquérir qui est innée. Le niveau culturel sera donc fonction du nombre d'informations reçues et de la manière dont l'individu se révèle apte à les conserver et à les utiliser (*op. cit.*, p. 129).

L'accroissement de l'expérience et de l'apprentissage entraîne l'augmentation des connexions interneuronales. « L'intelligence appelle l'intelligence » (Ruffié, *op. cit.*, p. 130). C'est le développement de la composante psychique qui a permis la création du milieu humain qui, à son tour, a pu se développer grâce à une nouvelle organisation biologique. Cette dernière ne porte pas le psychisme en elle ; elle en permet cependant l'apparition.

La faculté de symbolisation est à l'origine de l'apparition du psychisme humain. Les concepts « cristallisés » sur les mots (selon l'expression de Ruffié) permettent une plus vaste idéation. Biologiquement, le nouveau-né est fait pour apprendre. Son substrat biologique est à conditionnement héréditaire. Mais, biologiquement encore, l'homme ne changera plus. Grâce à sa culture, il échappe à la règle de l'évolution spécialisante qui fixait à jamais la destinée de toutes les autres espèces. Grâce à sa capacité de prévision et à la transmission logique de l'expérience acquise dans chaque génération, il ne devait pas réinventer ce que ses prédécesseurs ont déjà acquis. Et c'est ainsi que s'amorça, conclut le même auteur, un cycle sans fin de la connaissance qui s'accélère au cours de l'histoire.

La synthèse contemporaine des études des bases biologiques du comportement social s'exprime dans la *sociobiologie*. Son représen-

tant le plus éminent, E. O. Wilson, la définit comme une discipline hybride qui inclut l'éthologie, l'écologie et la génétique. À partir des recherches poursuivies dans ces champs d'étude, la nouvelle discipline se propose de dégager les principes généraux rendant compte des caractéristiques biologiques des sociétés dans leur totalité (Wilson, 1978, p. 16). La méthode d'investigation principale de cette discipline consiste dans la comparaison systématique de toutes les espèces sociales. Chacune d'elles est considérée comme une expérience particulière d'une évolution de plusieurs millions d'années, au cours de laquelle les facteurs liés à l'environnement et à l'héritage, génétique s'emmêlent inextricablement. Il s'agit d'une vue macroscopique de la vie sur terre. Dans cette vue, l'espèce humaine perd le caractère anthropocentrique *que* lui prêtèrent les sciences humaines. Elle devient une des variantes des espèces, un aspect de la vie sur le globe terrestre (Wilson, op. cit., p. 17). Le fondateur contemporain de la sociobiologie partage cependant la conclusion, plus haut rapportée, de J. Ruffié. Invoquant l'autorité du généticien Dobzansky, il admet la primauté de la culture, produit spécifique de l'évolution de l'espèce humaine, sur le patrimoine génétique. Cet agent superorganique, comme l'a appelé déjà H. Spencer, est cependant un attribut spécifique du génotype humain. Que cette culture spécifique à l'homme soit le résultat d'un accident dans l'évolution des espèces (comme le croit Wilson) ou bien dérive d'un mouvement téléologique (comme le pensent les créationnistes) ne relève pas du débat scientifique.

La sociobiologie postule et tend à faire la démonstration d'une certaine variabilité et d'une flexibilité dans le patrimoine génétique des divers groupes ou races humaines. En identifiant de plus en plus de gènes qui influencent directement le comportement des individus, en analysant les diverses productions chimiques attribuables à des gènes spécifiques, nos connaissances sur les influences d'ordre génétique sur la conduite s'accroissent massivement. Bien que la vaste majorité de ces variations affectent très peu le comportement, certains gènes jouent un rôle d'une grande importance. Certaines cellules nerveuses, affectant fortement le tempérament et les états d'âme (*mood*), sont susceptibles *d'être* influencées par des substances chimiques (comme des endorphines par exemple). Une mutation intervenant relativement à l'un ou l'autre de ce type de gène peut favoriser l'émergence d'un certain type de personnalité dans une conjoncture d'évolution cultu-

relle particulière. Pour des raisons similaires (d'autres mutations, d'autres gènes) d'autres types de personnalités peuvent surgir et s'affirmer dans d'autres conjonctures culturelles d'évolution (Wilson, *op. cit.*, p. 17).

Pour Wilson la perspective du matérialisme scientifique assimile les lois du monde physique à celles du règne biologique. Un enchaînement logique de causalité se révèle, à l'esprit du chercheur qui veut comprendre les lois de l'évolution. L'auteur reconnaît qu'il s'agit là d'un mythe (Wilson, *op. cit.*, p. 201). Pour lui ce mythe dispose cependant d'un potentiel incommensurablement plus grand de puissance prédictive, prophétique que tous les autres mythes dont l'humanité s'est dotée pour se situer dans l'économie générale de l'univers. La culture de chaque société parcourt une trajectoire au cours de son évolution. Celle-ci chemine dans les limites que lui imposent les règles génétiques de la nature humaine. Cette connaissance des lois de l'évolution assurera aux hommes une meilleure base pour leur choix de valeurs, choix qui assure les meilleures chances d'adaptation au milieu naturel et technologique changeant. Wilson n'écarte pas, il appelle même de ses vœux, l'avènement des interventions dans le façonnement du patrimoine génétique. L'intervention dans la structure moléculaire, la technique du « clonage », jette les bases d'un nouvel eugénisme qui rendra possible l'altération de la nature même de l'homme.

Il n'est pas de notre propos ici de procéder à l'examen critique des thèses sociobiologiques. Seize anthropologues s'en sont expliqués en détail dans un ouvrage édité en 1980, par A. Montagu (Montagu, 1980). Claude Lévi-Strauss en fait de même en traitant de l'inné et de l'acquis (1983). Au-delà de la nature philosophique du problème épistémologique déjà mentionné, la critique fondamentale accuse la sociobiologie de réductionnisme biologique. L'empreinte de la programmation génétique dans l'organisme conduit, chez l'homme, à un programme d'adaptation ouvert. Cette ouverture assure à l'homme (aux groupes comme aux sociétés) des choix. Les alternatives qui sont finalement retenues ne sont guère déterminées par l'héritage génétique. Au contraire, ces options préférentielles relèvent de la culture et subissent les sanctions d'origine sociale. Ce fait capital, note D. Freeman (in Montagu, p. 202), induit la création de traditions qui n'obéissent plus directement aux commandes du code génétique. Ces tradi-

tions se transmettent par apprentissage et elles sont emmagasinées dans les chromosomes. Parmi les multiples circuits de ces derniers, de multiples choix s'offrent à l'organisme qui ne sont pas soumis au cadre génétique.

On relève, par conséquent, deux codes qui se développent parallèlement chez l'homme et dans les sociétés humaines : le code génétique préexistant et un code exogène, formé et imprégné de traditions. Ce dernier code a l'incontestable prééminence dans les sociétés humaines dotées d'écriture. Depuis le néolithique, les possibilités d'évolution des groupements humains sont quasi infinies. La coutume, fruit de traditions, devient ainsi le concept clef dans l'explication des conduites humaines. Le changement des coutumes constitue, depuis quarante mille ans, la clef de l'explication. L'héritage culturel, constitué par ces coutumes, est une source *sui generis*, autonome de l'évolution de l'espèce humaine. De ce fait, l'évolution culturelle est fondamentalement lamarckienne. Ses mécanismes favorisent l'héritage d'origine exogène, socioculturelle. Le résultat de cet apprentissage est codé dans un héritage social, constitué par des traits culturels acquis (Freeman, op. cit., p. 210). Cette possibilité de choisir, de refuser, d'examiner des options se fait par le truchement de la conscience (morale, puisqu'elle invite au choix libre). Les alternatives dans l'action ou la conduite constituent des mécanismes nourris par des faits culturels, et se portent sur les faits également culturels.

Cette capacité neurologique du cerveau humain pour opérer des choix, produit de l'évolution de la biologie et de la culture au cours des millions d'années, n'est pas justiciable, aux yeux de la majorité des anthropologues, des mécanismes commandés par l'héritage génétique et de ses programmes. Aucun lien logique satisfaisant n'a pu être établi jusqu'à présent entre l'existence hypothétique d'héritage figurant dans les programmes génétiques des chromosomes et des neurones, d'une part, et les particularités des comportements enregistrés par les recherches ethnographiques, d'autre part.

L'argument essentiel des critiques de la sociobiologie semble viser la sauvegarde de la capacité et de la potentialité de changement, d'adaptation ou de transformation de l'homme vivant en société. Refusant l'apparente immuabilité ou, du moins, l'extrême lenteur que pos-

tule l'existence d'un code génétique, ces critiques mettent l'accent sur la liberté de choix conscients des hommes et sur la malléabilité des conduites, des structures et des organisations sociales en face des défis posés par l'environnement.

Les démarches méthodologiques qui sont censées cerner les relations entre génotypes et phénotypes dans l'étude des comportements sont d'une extrême complexité. D'après F. Vogel et A. G. Motulsky (1979), la seule affirmation ferme que l'on puisse faire est que le phénotype résulte de l'interaction entre le génotype et l'environnement. On peut suggérer aussi l'existence de conditions environnantes spécifiques qui assureraient le développement optimal (*op. cit.*, p. 531). La recherche doit identifier ces conditions d'abord et, ensuite, concevoir des stratégies d'adaptation.

Le réductionnisme propre à la méthode scientifique se justifie si une différence de comportement peut être attribuée à des conditions propres à un gène spécifique. La plupart du temps, les déficiences dans les enzymes peuvent être retracées et liées au fonctionnement ou aux conditions génétiques. Mais les limitations de cette méthodologie deviennent évidentes, notent nos deux auteurs, si l'on désire analyser la variabilité génétique dans le développement normal des embryons qui peut conduire à une malformation génétique. En effet, nous relevons ici les mécanismes complexes de rétroactions (*feed back*). Celles-ci contrôlent la régulation des activités des gènes propres aux divers groupes de cellules. Elles sont aussi les fonctions des phases particulières de développement. Or, le développement du comportement humain se poursuit durant toute la vie de l'individu. Les mécanismes de rétroactions peuvent être présumés infiniment plus complexes que ceux que nous observons durant le développement somatique de l'embryon. Il est même possible que pour certaines fonctions mentales il reste à découvrir de nouveaux principes explicatifs d'actions génétiques. En d'autres termes, les auteurs insistent sur les grandes difficultés théoriques et méthodologiques que rencontrent les généticiens du comportement, au fur et à mesure qu'ils s'approchent des conduites sociales humaines.

L'apprentissage est un concept clef, car il joue un rôle subordonné par rapport au code génétique dans la plupart des variétés de compor-

tements d'animaux, alors que c'est l'inverse qui est vrai en ce qui concerne la conduite humaine. Il en va ainsi par exemple de l'acquisition du langage. Ce qui constitue une capacité innée pour la langue ce n'est pas un ensemble de règles grammaticales ou sémantiques. Ce qui est inné c'est la capacité des humains à construire une langue d'une certaine manière. L'enfant construit ainsi son langage sur le modèle de celui de son entourage. C'est une langue naturelle qui dérive de l'expérience par l'apprentissage (voir Layzr, 1980, p. 250). La capacité de l'homme à procéder à l'adaptation créatrice à son environnement est le principe premier d'explication du progrès et du changement infini, implicite dans les sociétés humaines. Nous n'avons pas la capacité innée des termites pour l'architecture ; il manque aux termites la capacité humaine de l'improvisation pour s'abriter qu'ont les êtres humains. Le comportement créatif, donc appris, est en compétition directe avec le comportement génétiquement programmé. C'est la capacité des hommes et des sociétés humaines d'emmagasiner et de transmettre des informations grâce à l'apprentissage, qui privilégie l'improvisation et la créativité lors des ripostes aux défis posés par l'environnement. La coupure avec le règne animal apparaît nette à Layzer (1980, p. 251). Chez les primates génétiquement les plus proches de l'homme, la grandeur des groupes oscille entre 20 à 150 individus. Lorsque l'on s'approche de ce dernier chiffre, on note un début de fragmentation du groupe en plus petites unités. Il n'y a donc pas de covariation chez les primates entre les possibilités d'apprentissage et l'accroissement du groupe. De toute évidence, il en existe chez l'homme. La capacité d'improviser son comportement et de transmettre, par l'apprentissage, l'expérience et les connaissances acquises de génération en génération garantit le développement des sociétés humaines à vastes échelles. Sans cette capacité, les groupes doivent demeurer de dimensions restreintes. L'homme est un animal social parce qu'il est intelligent ; il l'est, car il est social. L'intelligence (apprise) et la sociabilité constituent, pour Layser (1980, p. 152), 'les deux faces indissociables de la « nature humaine ».

Deux vues paradigmatiques continuent à dominer les recherches et les théories contemporaines de l'apprentissage, note avec justesse A. Béjin (1979). Il s'agit de deux schémas incompatibles lorsqu'on les pousse à leurs conclusions logiques extrêmes. Mais chacun illustre des aspects importants de l'apprentissage. Pour le schéma préformiste,

l'organisation de l'embryon est miniaturisée dans le germe. Dans le schéma épigénétique, l'organisation, est loin d'être prédéterminée dans le germe. Elle s'érige, *a posteriori*, sous l'effet des déterminations successives que lui impose l'environnement. Pour la première de ces thèses, l'apprentissage est un développement progressif de capacités génétiquement prédéterminées, révélées lorsqu'elles arrivent à maturité. Pour la seconde, l'étiologie de la séquence des stades du développement comportemental est le produit de l'interaction historique entre le programme génétique et l'expérience. Apprendre, nous dit encore Béjin, ce sera rendre explicite ce qui ne fut qu'implicite, révéler les potentialités latentes. « On procède à une anamnèse progressive de l'inné » (Béjin, p. 282). Selon le second modèle, apprendre consiste à entasser les engrammes dans une mémoire, conçue comme un contenant indifférencié. On devrait ainsi pouvoir apprendre n'importe quoi, à n'importe quel âge.

Une synthèse nouvelle se dégage des travaux de Mehler, de Changeux, de Lenneberg, qui furent rapportés au colloque de Royaumont. On y postule l'assimilation, l'intégration des traces amnésiques. Les traces amnésiques, précise Béjin, diffèrent des engrammes en ce qu'elles ne sont pas les empreintes ressemblant à la réalité mais constituent une combinaison d'itinéraires neuroniques préférentiels. Pour notre auteur, cette troisième approche assume et dépasse à la fois les deux précédentes : « il retient du premier le caractère autogénéré de l'apprentissage, du second son caractère hétérogène », (op. cit., p. 282). Des nouvelles perspectives de recherches sont ouvertes ainsi puisqu'on postule la spécificité de l'apprentissage dans l'interaction entre la différenciation des virtualités innées et l'apport d'informations venant du milieu.

L'organisation neurologique du cerveau joue un rôle clef dans les mécanismes et le processus d'apprentissage, car c'est par l'observation des synapses (les contacts entre les neurones), de leurs fluctuations qu'on analyse le degré d'aptitude à apprendre. La variabilité d'apprendre relève de l'organisation synaptique. Elle est génétiquement limitée. Cette nouvelle perspective théorique révèle que l'apprentissage, en définitive, « procède d'une stabilisation fonctionnelle de connexions sélectionnées par activation et inactivation d'inhibitions. Cette stabili-

sation (par le fonctionnement) de ce qui est sélectionné est donc indissociable du jeu des inhibitions... » (Béjin, op. cit., p. 283)

Nous apprenons à apprendre et les conclusions de Mehler éclairent le statut actuel de la théorie : « Je suis enclin de penser, assure-t-il, que le développement découle conjointement de dispositions innées, de processus de maturation et de la sélection, opérée par l'environnement, des aspects qui sont les plus pertinents pour l'adaptation de l'enfant à son milieu » (op. cit., pp. 285-286). Les travaux de E. H. Lennberg (1967) illustrent, entre autres, cette théorie. Un substrat biologique précis, contenant la capacité de langage existe, en même temps que des stades précis dans l'acquisition d'une capacité psychologique. Elles sont tributaires des stades biologiques dans le développement de la structure du cerveau.

Pour la majorité des anthropologues, -les animaux de rang inférieur dans le processus évolutif ont codé, dans leurs structures nerveuses inférieures, les contraintes de la variété et de la causalité, principalement par des transformations ontogénétiques et phylogénétiques simples. Les « hominidés », de leur côté, ont inscrit la variété des contraintes de leur environnement social dans leurs structures neurophysiologiques, émotives et cognitives. Cette transcription est médiatisée par l'activité symbolique. Comme le souligne W. Buckley, en citant J. Piaget et G. H. Mead, c'est « l'aptitude qu'a l'individu, par l'intermédiaire des symboles, à se prendre lui-même comme objet, ainsi qu'à prendre les autres choses et les autres événements comme objets de réflexion » (Buckley, 1974, p. 623), qui fait une différence, et qui assure sa spécificité.

Ces observations nous ouvrent la voie vers *un concept alternatif de l'homme et de la culture*. Alors que, dans le règne animal, le *fitness*, la capacité d'adaptation et de survie est déterminée par l'intégration systématique des instincts, des capacités d'apprentissage, des appareils où logent les sens et les organes dans le cadre général de l'environnement naturel, il n'en va pas de même pour l'homme. L'homme, pour utiliser le mot d'A. Gehlen (1976), est une créature indéfinie. Pour le sociologue allemand, l'homme est constitutionnellement indéterminé. Son existence dépend, essentiellement, de sa capacité de la traduire, de la transformer, avec succès, d'une possibilité de survie hautement impro-

nable, en survie couronnée de succès. L'évolution humaine est un processus de maximisation de l'improbable. Il s'agit de l'improbable survie de l'homme contre tous les handicaps présentés par le milieu. Une fois de plus, contrairement aux animaux, l'homme ne vit pas dans le présent mais bien dans l'avenir. L'autre contraste avec des animaux réfère au rôle du caractère inné dans le cas des humains. Les déterminants biostructurels des animaux consistent dans un ensemble, dynamiquement interreliés d'instincts, de capacités d'apprentissage limitées, de niches écologiques propres à chacune des espèces. Or, l'équipement instinctuel de l'homme dispose d'une capacité qui lui est exclusivement propre. Il s'agit, dans son cas, de la réduction de ses instincts, par les processus d'inhibition. Ces derniers ne sont levés qu'en conjonction directe avec des expériences et -des apprentissages culturellement motivés. Grâce à la culture qui fonctionne comme un ensemble de stimuli, les « instincts » humains se structurent dans un ensemble de symboles et de fantaisies. Ainsi arrangés, ils s'attribuent un statut rationnel par rapport aux besoins et aux intérêts culturellement définis. Ces dispositions que Gehlen préfère appeler les « résidus instinctifs » sont susceptibles d'évolution, de transformation et de considérables variations. Suivant les conditions d'apprentissage, ils peuvent également ne pas s'actualiser, ils peuvent même s'atrophier. Le peu de protection qu'offre l'organisme physiologique de l'homme contre les défis du milieu naturel et l'absence d'une niche écologique qui lui soit spécifique contribuent aussi à cette ouverture de l'homme au monde, à sa fragilité qui n'est pas protégée par les équipements biologiques.

La survie de l'homme ne peut donc pas dépendre d'autre chose que de ses propres actions. Celles-ci sont systématisées dans la culture qui est imprégnée du principe de libération du corps (des contraintes du milieu naturel). L'animal, lui, est soumis au principe de réaction compulsive de son organisme.

La conscience qu'a l'homme de l'existence de ses instincts « résidus » le rend apte à les contrôler. Ces dispositions innées que sont les résidus instinctuels peuvent se classer en trois grandes catégories : il y a d'abord celles qui touchent à la faim, à la sexualité et à la parole (distincte du langage). Il y a ensuite celles qui rendent possibles la croissance culturelle telle l'affirmation du soi, la capacité de jouer des rôles en se mettant à la place de l'autre, etc. Enfin, il y a des disposi-

tions qui permettent d'anticiper les comportements humains en leur assignant, suivant les circonstances, un certain degré de probabilité.

Les conclusions de Gehlen rejoignent, dans leurs grandes lignes, celles des principaux critiques de la sociobiologie, cités précédemment. Les conduites individuelles et sociales de l'homme sont inséparables et reflètent l'interaction dynamique des forces biologiques, culturelles et d'environnement.

La définition de la « nature humaine » à la suite de ce qui précède ne consiste donc plus dans la recherche traditionnelle des universaux d'ordre biologique, psychosociologique ou culturel. Comme l'ont indiqué les travaux de G. P. Murdock (1945), consacrés à l'établissement des dénominateurs communs de la culture, plus on veut les préciser moins ils sont universels. C'est pour obvier à cette difficulté, qui conduisait l'anthropologie taxinomique vers une impasse intellectuelle, que Cl. Geertz (1973) nous invite à poser la question d'une autre manière. Les caractéristiques les plus typiques d'une culture ne sont-elles pas exprimées plutôt par ses propres idiosyncrasies, bizarreries ? Les traits les plus typiques du peuple anglais sont peut-être révélés dans la personnalité de Cromwell. Sa singularité n'est-elle pas, paradoxalement, le plus universel, le plus généralisable des traits de la culture de son pays (Geertz, *op. cit.*, p. 43) ? L'auteur écarte la menace que représente le relativisme historique, représentée par les conclusions de Ruth Benedict. Celle-ci recommande, dans sa classique *Patterns of Culture*, que toutes pratiques sociales propres à une culture méritent un égal respect de la part de toutes les autres sociétés.

Cl. Geertz invite ses collègues à rechercher des relations systématiques entre divers phénomènes plutôt que de concentrer leurs intérêts sur leurs similitudes. Pour mieux voir ces relations, une culture doit être considérée comme un ensemble de règles, organisées en mécanismes de contrôle du comportement. Cet ensemble complexe de mécanismes de contrôle d'origine exogène, culturelle, est indispensable pour l'ordonnement du comportement social de l'homme. L'histoire culturelle des sociétés consiste, dans une série de choix qu'elles opèrent pour réduire les immenses potentialités qui s'offraient à elles dès l'origine. Ce qu'il s'agit d'expliquer, ce sont les raisons qui les ont amenées à ne retenir qu'une solution particulière parmi les nombreu-

ses autres qui furent possibles à l'origine. L'homme est né, souligne-t-il, avec un équipement neurologique et un héritage génétique qui le prédisposent à une multitude de choix parmi les genres de vie. Or, il finit, et les sociétés finissent, par ne choisir, par n'en vivre qu'un seul parmi tous ceux qui s'offrent (Geertz, *op. cit.*, p. 45). Il conclut, à l'instar des auteurs cités précédemment : il n'y a pas de nature humaine sans culture, comme il n'y a point d'homme sans culture.

C'est l'apprentissage de la culture dans ses spécificités qui caractérise les sociétés humaines. La capacité d'apprendre une langue et un « instinct résiduaire » pour user de la terminologie de Gehlen. Apprendre le français, par contre, relève d'une destinée proprement culturelle. Être humain n'est donc pas seulement être comme Monsieur Tout le monde, c'est d'être soi-même, un être humain bien particulier. C'est par l'étude des spécificités, l'analyse des conséquences des choix qui ont formé une culture ou un homme particulier, que nous allons approcher les secrets sur la « nature de l'homme ». C'est dans sa diversité que la face de l'homme, dans ce qu'il y a de plus universel, se révélera à nous.

On aurait tort d'opposer la position de Geertz à celle qui est défendue par les anthropologues qui, à l'instar de Gehlen, réintègrent dans leurs recherches sur les universaux ou les invariants de la culture, l'apport nouveau fourni par les résultats récents des recherches en primatologie et en biologie. Dans une communication présentée au Colloque de Royaumont, animé par E. Morin et auquel nous nous référons déjà, S. H. Katz (1974) nous propose un schéma heuristique ouvert, de nature holistique. Il y réintègre l'apport récent de la biologie dans l'anthropologie tout en respectant le caractère autonome, *sui generis* de la culture comme source de développement, comme facteur explicatif presque indépendant. Nous avons déjà souligné le phénomène de rétroaction ainsi que celui de la covariation entre *tous* les éléments, tous les traits de la génétique symbolique (de la culture). La figure de Katz (p. 548) récapitule, et visualise pour nous, le modèle heuristique rendant compte de tous les éléments essentiels (voir figure p. 252).

Examinons rapidement *le mécanisme par lequel la culture se transmet de génération en génération*. C'est là que réside, en effet,

L'un des éléments les plus importants du fondement des universaux socioculturels (Katz, op. cit., pp. 534 et suiv.). Ce mécanisme implique quatre facteurs principaux : 1) une longue période d'« incubation » culturelle pendant laquelle le nouveau-né assimile les exigences sociales et culturelles indispensables pour sa survie ; 2) un cerveau capable d'apprendre des tâches de plus en plus complexes ; 3) le moyen d'envoyer et de recevoir les messages (langage) ; 4) une faculté d'abstraction et d'intervention créative dans tous les éléments de l'environnement, y compris le système socioculturel. L'interaction infiniment complexe du biologique et du socioculturel est illustrée par Katz, à propos des variations individuelles et sociales qui déterminent (ou déclenchent) la puberté. En effet, la maturation de l'hypothalamus, qui la déclenche subit des interférences d'ordres psychologique et physiques, déterminées par des facteurs génétiques et de l'environnement. On relève, en particulier, la maladie, la lumière, l'altitude, la nourriture, la température et la surpopulation.

Pour une anthropologie fondamentale

Le modèle heuristique bloculturel
(S. H. Katz, 1973, pp. 5-48)

Une altération importante de l'une de ces variables dans l'écosystème humain, soit d'ordre technologique, soit d'ordre environnemental, pourrait provoquer un changement dans l'époque de la puberté. Or,

la baisse spectaculaire de l'âge de la puberté, au cours du siècle dernier, fournit la preuve des rapports de rétroaction (*feedback*) entre la biologie du développement, la psychologie de l'individu et les adaptations socioculturelles collectives. Cet état de choses milite, aux yeux de Katz, en faveur de « l'utilisation d'un modèle heuristique évolutionniste de l'écosystème humain, qui mêlerait étroitement les variations biologiques de l'homme à l'étude des universaux sociaux et culturels » (Katz, *op. cit.*, p. 538).

L'autre mécanisme essentiel de transmission de la culture est l'aptitude au langage déjà mentionnée. Pour Katz, la communication humaine et les processus de la pensée sont étroitement liés aux exigences d'une adaptation écologique spécifique de la population. Elle est aussi le produit des contraintes imposées et des facilités offertes par des structures neurologiques qui sont la base de ces facultés (Katz, *op. cit.*, p. 543).

L'unité et la diversité de l'homme s'explique, dans cette perspective, par deux ordres de facteurs : il y a d'abord le très large éventail d'écosystèmes qui abritent les diverses populations et ensuite il existe des cultures humaines variées. Cette diversité des écosystèmes est à l'origine des différences qu'on relève dans l'évolution biologique et culturelle des diverses populations. « Puisque le comportement est un produit de la neuro-architecture du système nerveux central et de ses fonctions (la capacité d'apprendre est une fonction) du cerveau, et dans ses centres spécifiques. Ainsi, la sélection au sens biologique agit-elle sur tous les différents traits morphologiques et physiologiques du corps humain, y compris le cerveau. Sans aucun doute, chez l'homme, les phénomènes les plus importants d'adaptation de l'évolution ont pris place dans le cerveau » (Katz, pp. 543-544).

Pour Katz, l'une des solutions à ce problème d'unité et de diversité des cultures se trouve dans la génétique et dans l'évolution du système nerveux central. Le lobe pariétal inférieur, les sièges de la parole et d'autres éléments des lobes frontaux combinent tous leur évolution pour produire la base générale à l'aptitude au langage, à la pensée et à la culture. Toutefois, la possibilité de deux autres sources des variations culturelles doit être relevée. D'abord, on trouve des variations génétiques dans toute population, même si le complexe générateur de

langage ne semble pas présenter de différences. Ensuite, un tel schéma heuristique n'exclut pas les sélections de talents particuliers qui dépendent de systèmes neurologiques différents et spécifiques tels que le système « somato-esthétique », les systèmes visuels et auditifs, etc. La variable de l'environnement peut provoquer un ordre de variation avec d'autres ordres possibles de variations dues à des différences génétiques. L'interaction et la rétroaction de tous les éléments de ce système rendront compte des différences considérables dans certains comportements primatiques (tels que ceux qu'on obtient dans les tests) et une très grande uniformité dans la plupart des fonctions et des capacités du système nerveux central humain (Katz, *op. cit.*, p. 545).

Katz invoque Geertz, comme nous l'avons fait nous-mêmes, pour indiquer la prédominance actuelle d'une conception holistique en anthropologie ; « il nous faut chercher des relations systématiques entre divers phénomènes, au lieu des identités substantives entre phénomènes similaires », réclame Geertz. D'autres anthropologues adhèrent à la même perspective. Cette ouverture bio-anthropologique prépare une nouvelle synthèse, requiert de nouvelles méthodes et de nouvelles théories pour réinterpréter l'unité et la diversité de l'homme.

Dans la première partie de cet essai, nous avons tenté de mettre au jour les éléments du débat qui concerne la relation entre l'inné et l'acquis chez l'homme, dans la culture et la société humaine. La mise à jour de ces connaissances s'impose régulièrement car la théorie et l'épistémologie des sciences sociales sont largement tributaires des progrès de la recherche dans les sciences naturelles telles que la biologie. Redisons que les deux sources des débats contemporains sur la théorie criminologique ont leur origine en dehors du domaine pénal. La crise morale et politique qui a secoué le monde occidental et qui a culminé, dans les rébellions de la deuxième moitié des années soixante, a donné naissance à la première « nouvelle criminologie », qualifiée de radicale. La systématisation et l'inspiration holistique des recherches éthologiques et sociobiologiques (Lorenz et Wilson) ont provoqué une révision fondamentale des théories et de l'épistémologie des sciences sociales telle qu'en témoignent les publications du Centre Royaumont pour une science de l'homme, animé par E. Morin (1974), ainsi que le symposium édité par A. Montagu (1980). Bien que le problème fondamental de cette relation entre la nature et culture demeure

d'ordre philosophique, comme en témoigne le dialogue Aron/Lévi-Strauss (1981), la révision des positions théoriques s'impose dans les sciences sociales, à la suite du défi éthologique et sociobiologique. Une deuxième nouvelle criminologie a surgi ainsi, plus proche des thèses d'une psychologie behavioriste et d'une sociologie de l'action, qui analyse des relations sociales en termes d'enjeux entre partenaires procédant à des calculs utilitaires, et rationnels lors de l'accomplissement de leurs actions.

II. INCIDENCES CRIMINOLOGIQUES DES DÉBATS ÉPISTÉMOLOGIQUES ET THÉORIQUES DANS LES SCIENCES HUMAINES

[Retour à la table des matières](#)

Précisons, à titre préliminaire, ce que nous entendons par *criminologie*. Il s'agit d'une science sociale qui étudie les aspects biopsychologiques et socioculturels de la conduite criminelle pour en éclairer l'étiologie ainsi que la réaction sociale que cette conduite suscite qui inclut la réaction pénale et se réfère à des mécanismes du contrôle social. Les deux éléments que contient cette définition sont constitutifs de la criminologie. En effet, les aspects comportementaux s'appuient sur les sciences humaines. Leur point de départ est la distinction controversée et difficile à établir entre les conduites normales, déviantes et délinquantes.

La « réaction sociale » est à la base de la réaction judiciaire (le droit et les lois) et du contrôle social (conformisme et non-conformisme). Ce dernier est considéré comme « l'ensemble des ressources matérielles et symboliques dont dispose une société pour assurer la conformité du comportement de ses membres à un ensemble de règles et de principes prescrits et sanctionnés » (R. Boudon, F. Bourricaud, 1982, p. 112). Normalité, déviance, crime : voici les vastes catégories *comportementales* sur lesquelles s'appliquent les méca-

nismes du contrôle social. La science criminologique porte ses intérêts sur le dernier module de ce triptyque : les actes définis par les lois qui sont enfreintes par une conduite qui devient ainsi « criminelle ». La sociologie de la déviance et celle du droit examinent de leur côté la genèse du comportement « déviant » et celle de la règle de droit, leurs sources, leurs modalités et leur fonctionnement.

Il est bien évident qu'il s'agit, sur le plan de la réalité comme celui de l'analyse, d'un champ continu qui va de la normalité vers le crime (comportements) et de la conformité vers le crime (actes et sanctions). Des champs d'intérêts se recoupent, ils sont interdépendants et exigent une démarche multidisciplinaire. Néanmoins, la criminologie s'est constituée comme un champ d'étude autonome, spécifique autour de l'étude de la conduite criminelle (variante du comportement social) et de la sanction pénale (variante du contrôle social).

En ce qui concerne la conduite criminelle, c'est le passage à l'acte violent, les manifestations violentes de l'agressivité qui reçoivent un éclairage important grâce aux recherches récentes et celles qui sont en cours actuellement dans la biologie du comportement et en génétique. Nous sommes convaincus au vu des résultats déjà probants, que des importantes découvertes seront réalisées en criminologie clinique grâce à ces recherches.

La criminalité de violence constitue l'une des deux plus importantes catégories de la criminalité. La révolution épistémologique en biologie moléculaire aura des effets incontestables sur son étiologie. La criminalité qui constitue les atteintes au bien d'autrui et celle qui enfreint les règles protégeant l'ordre public (sanctions pénales de certains mécanismes du contrôle social) constituent la deuxième grande catégorie d'actes criminels. Les recherches sociobiologiques n'ont qu'un impact lointain et tout à fait indirect sur ce genre de criminalité. Néanmoins, les plus récents travaux d'anthropologie juridique introduisent dans l'interprétation de ce phénomène des perspectives radicalement renouvelées.

L'extrapolation des concepts et des théories éthologiques et sociobiologiques concernant les « instincts d'agression » fut un des points les plus controversés dans les débats dont nous faisons état précé-

demment. L'accusation du réductionnisme biologique fut, à juste titre, prononcée. L'automatisme des réflexes, lié aux instincts chez les animaux, est la plupart du temps d'ordre défensif (garder un territoire, la nourriture, etc.). La menace de l'agression, souvent ritualisée dans des parades ou des signaux (sons, expressions faciales, etc.), sert aussi à l'assertion de position hiérarchique dans le groupe. Cette hiérarchie sert, pour l'essentiel, au maintien de la cohésion du groupe. Elle est maintenue au prix d'une élimination des sources de friction, de compétition ou de conflit. L'état des recherches sur la violence et l'agression fut l'objet de nombreuses publications. Nous y renvoyons le lecteur.

C'est la dissociation entre l'hérédité et l'environnement qui constitue, de fait, la trappe logique du raisonnement déterministe qui cherche à établir un lien causal entre la conduite agressive, l'équipement neurologique du cerveau et d'autres structures endocrinologiques et biochimiques.

C'est la psychologie expérimentale qui nous a fourni quelques éclaircissements sur les seuils à partir desquels les inhibitions opèrent ou deviennent inopérantes. Canaliser les pulsions agressives dans les directions socialement acceptables constitue une des tâches (et un des dilemmes) de la criminologie contemporaine. La sagesse du sens commun attribuait le contrôle des pulsions antisociales aux sanctions punitives. Cette sagesse fut battue en brèche par la tradition prédominante de la psychologie dans les années soixante. B. F. Skinner, dont l'influence fut et demeure considérable, opposait la punition (aux effets néfastes tant sur ceux qui la subissent que sur ceux qui l'imposent), au *positive reinforcement*, à l'apprentissage grâce aux sanctions positives, des règles de l'adaptation sociale. G. Newman (1978) résume les fonctions opératrices de la sanction punitive dans la perspective des théories contemporaines d'apprentissage. La punition doit : a/ inspirer des *stimuli* qui provoquent une peine ou un désagrément, associé à des conduites indésirables ; ces *stimuli* peuvent implanter le sentiment de la peur. Chaque fois que l'on anticipe les conséquences (désagréables) de ce comportement, on en aura « peur ». On tendra, par conséquent, à l'éviter ; b/ offrir des solutions alternatives à celle qui est sanctionnée punitivement. On impose systématiquement des « punitions » pour les « mauvaises » solutions. Le sujet soumis à l'ap-

prentissage finira par préférer celles qui ne sont pas sanctionnées péniblement c/ renforcer les « bonnes » solutions par des récompenses d/ renforcer aussi les sanctions punitives par l'établissement de relations cause à effet entre les peines et les comportements. Ce renforcement peut conduire jusqu'à l'élimination du comportement indésirable. En affinant les techniques d'apprentissage, on peut ainsi favoriser les solutions qui évitent les conduites punies ; e/ récompenser ou punir : dans ces cas, le sujet se voit offrir diverses solutions et le souvenir de la sanction punitive (ou celui des récompenses) le motive pour le choix approprié (Newman, op. cit., pp. 225-226). À partir des expériences ainsi apprises lors de la resocialisation, se généralisent les sentiments et les attitudes de respect, à l'égard des conduites positivement sanctionnées, et de rejet à l'égard des conduites ou des aspirations négativement sanctionnées, c'est-à-dire punies.

Entre l'héritage génétique, ses effets sur l'encéphale et les opérations complexes des mécanismes du contrôle social, situé dans un champ géo-historique déterminé, se situe cette psychologie de l'apprentissage que nous venons d'évoquer. Comme le souligne G. Newman (1978), les expériences de laboratoires ne sont pas concluantes quant aux effets précis des sanctions punitives, ni du *positive reinforcement* de l'école skinérienne. Nous n'avons pas beaucoup plus que des hypothèses vagues où nos préférences, socialement ou moralement motivées, jouent un rôle important.

Si la psychologie expérimentale nous est de si peu de secours (alors que les conditions de laboratoire permettent des observations relativement rigoureuses grâce à un contrôle serré de variables) que dire de l'apport de la sociologie à notre problème ? C'est Maurice Cusson (1983) qui vient de revoir et de réévaluer les études de ce type pour éclairer, sous un angle nouveau, *les mécanismes du contrôle social*. Il en dégage l'existence d'une logique de réciprocité qui « instaure, dans les transactions interhumaines, des mécanismes régulateurs qui font en sorte que les prestations entre deux partenaires tendent vers l'équilibre » (op. cit., pp. 306-307). Les agressions et les vols se heurtent ainsi à de puissants interdits. La motivation de respecter la loi est renforcée par l'anticipation de la sanction en cas de sa non-observation.

M. Cusson propose quatre principes qui président à l'action des mécanismes du contrôle social : 1/ La règle de l'échange suppose que « le bien soit rendu par un bien ». Tout en incitant les individus à respecter la loi (en leur assurant des gains, en favorisant l'amitié et la sécurité dans les rapports sociaux), elle offre une alternative rationnelle au vol. Ne pas voler est, à long terme, plus avantageux que de voler. 2/ « Il faut donner en proportion de ce qu'on a reçu. » Ce principe invite les partenaires d'un échange à s'ajuster à leurs attentes et exigences réciproques. La crainte de se voir exclure des échanges futurs incite chacun à respecter les intérêts légitimes de l'autre. L'obligation de tenir compte des attentes réciproques incite à la recherche de solutions raisonnables à l'exclusion du vol ou des abus de puissance. 3/ « Un dommage doit être réparé. » Cette règle pose l'exigence quasi universelle de la revendication par une victime des « dommages et intérêts ». La menace d'une compensation, au-delà de la valeur des objets dérobés, est une puissante dissuasion contre le vol ; 4/ Finalement « le mal peut être rendu par le mal » se réfère au principe de la vengeance, profondément enraciné dans l'histoire et les conséquences humaines. La peur de la vengeance constitue, encore aujourd'hui, le principal frein d'agression et du vol dans les sociétés dites « traditionnelles » ou « prémodernes ».

M. Cusson conclut, avec Malinowski, que le contrôle social repose, pour l'essentiel, sur « un réseau de relations mutuelles entrecroisées » (op. cit., p. 307). Plus ce tissu de relations réciproques est serré, plus l'emprise sur l'individu sera forte. On conçoit alors, souligne M. Cusson, que « le crime variera en raison inverse de la quantité des rapports mutuels qui se sont développés au sein d'un groupe (op. cit., p. 308). Dans une société raisonnablement policée, les sanctions pénales n'ont qu'un rôle limité à jouer parce que « l'autorégulation due à la justice doublée du contrôle moral fournissent l'essentiel des motivations pour respecter la loi » (op. cit., p. 322).

La position adoptée par M. Cusson recoupe très directement l'approche théorique du contrôle social développée par D. Black (1983). Pour cet auteur aussi, le droit n'est qu'une variante du contrôle social. Ce que M. Cusson appelle l'autorégulation du comportement, Black le désigne comme le *self-help*, c'est-à-dire le redressement du tort subi par l'individu lui-même. En se rendant justice soi-même, l'individu

exerce une puissante dissuasion sur autrui, sur les autres membres de la communauté ; cette dissuasion est au cœur même du contrôle social.

L'auteur distingue quatre variantes de ce genre de comportement : a/ là où le droit formel est le moins disponible aussi bien pour ceux qui veulent redresser un tort réel ou présumé (soit par des attaques contre les personnes, soit par des attentats contre les biens) que pour ceux qui sont les objets de cette action, c'est-à-dire de prendre la justice dans leur propre main. Ceci peut être le cas, dans nos sociétés modernes, des individus qui vivent dans l'intimité les uns des autres (parents ou voisins) ou bien de catégories sociales marginales ou peu élevées dans la hiérarchie sociale. Ces derniers sont ainsi laissés en marge du système formel de droit et des institutions ; b/ la deuxième variante concerne les individus qui sont défavorisés dans leur accès au droit par rapport à ceux qui les ont offensés ou agressés. C'est le cas des jeunes par rapport aux adultes, ceux qui sont normalement subordonnés par rapport à leurs supérieurs. Redoutant une vengeance ou une répression sévère, les individus qui se trouvent dans de telles situations recourent souvent à la fugue, à l'autodestruction ou au vandalisme ; c/ la troisième variante concerne le comportement des personnes socialement supérieures à celles qu'elles poursuivent de leurs rétorsions. Dans leurs cas, le droit sera bien disponible pour porter remède à leur grief ; une intervention directe, l'exercice de la justice privée, fera cependant mieux l'affaire. C'est le cas de querelles intra-familiales entre conjoints ou descendants par exemple ; d/ finalement, la quatrième variante concerne la conduite de personnes qui sont, soit étrangères les unes aux autres, soit disposent du même accès aux ressources de la loi. Dans leurs cas, cependant, le recours aux techniques de la justice privée (*self-help*) s'avère peu utile et peu fréquent.

La conclusion de Black est que les diverses variantes du contrôle social sont inégalement distribuées dans l'espace géoculturel. De plus, il faut toujours les considérer les unes relativement aux autres. La conduite criminelle, définie par le droit, n'est qu'une variante de toutes les conduites qui sont soumises aux sanctions régulatrices du contrôle social. De ce point de vue, il y a bien plus de liens entre les diverses formes de consommation et d'intoxication par l'alcool ou les drogues, qu'elles soient encouragées, tolérées ou criminelles, qu'entre ces der-

niers comportements et le cambriolage ou le viol (à moins qu'ils n'aient été motivés par l'intoxication de leurs auteurs). Cette théorie du contrôle social, telle que M. Cusson et D. Black l'ont esquissée pour nous, s'articule bien aux théories de l'apprentissage, de l'adaptation que nous avons relevées précédemment chez les psychologues et les écologistes. Soulignons aussi la congruence de ces théories avec celles que la neurophysiologie du cerveau nous a proposées (A. Montagu, 1976). Ajoutons également l'accord de l'anthropologie culturelle, de l'approche psychanalytique et structuraliste pour ce qui concerne la reconnaissance de l'interdépendance de la nature et de la culture. L'existence d'un système de rétroaction, d'une grande complexité, est reconnue entre toutes les variables en jeu. Finalement, on relève les effets singularisant de l'évolution spatio-temporelle dans l'analyse des cultures et des comportements sociaux. L'histoire demeure ainsi la source de l'explication tant de l'universalité que de la singularité des cultures.

Derrière les mécanismes du contrôle social, qui règlent le fonctionnement des sanctions (positives et négatives, répressives et encourageantes), se profilent les *traditions* que l'on peut considérer comme « le noyau dur de préférences et de pratiques stabilisées » (R. Boudon, F. Bourricaud, 1982, p. 577). Il s'agit là d'un phénomène complexe car aucune tradition n'est pleinement intégrée ni totalement homogène. E. Shils (1981) a analysé le plus récemment ce concept. Celui-ci désigne un ensemble de traits dynamiques qui évoluent et interagissent. Les configurations de traits se disposent autour de pôles opposés. Cette simultanéité de traits divers et, parfois, contradictoires dans la tradition constitue la base du changement, de la transformation, du « progrès » ou de la « régression ». Lorsqu'on désigne une tradition comme étant « libérale » ou « conservatrice », « autoritaire » ou « égalitaire », on relève la prédominance plus ou moins légère (ou forte) d'accents mis sur l'un ou l'autre des aspects extrêmes. La caractéristique de toute tradition vivante, soulignent les auteurs du *Dictionnaire* (1982, op. cit., p. 578), est « qu'elle établit une continuité entre les mouvements successifs d'une même histoire ». Mais cette continuité n'est ni de l'ordre de la reproduction biologique, ni de l'ordre de la représentation psychologique par retour indéfini des mêmes thèmes imaginaires,

C'est probablement le concept de la « tradition », telle que E. Shils l'a analysé (suivant la tradition sociologique de Max Weber), qui nous indique le lien, spécifique aux sociétés humaines, entre le patrimoine génétique, l'équipement neuro-physiologique, le « gène culturel » de E. Wilson, d'une part, et la production symbolique cumulative du règne culturel, d'autre part.

À l'instar de la définition de la « tradition », où l'interaction entre traits crée un ensemble dynamique et où la prédominance qualifiée de l'un d'eux (momentanée et relative) fait apparaître des préférences ou des types, le concept de « crime » ou de « criminel » ne se réfère pas non plus à des entités substantielles et spécifiques. Ce sont les mécanismes du contrôle social, les sanctions attachées aux normes de conduite qui qualifient ces dernières de « conformistes », « déviantes » ou « criminelles ». Ce dernier qualificatif relève *du droit, variante ultime des mécanismes régulateurs du contrôle social*. Comme le note avec justesse M. Cusson, bien des criminologues sont arrivés à un cul-de-sac théorique en s'interrogeant sur les motifs qui poussent l'homme « criminel » à commettre son forfait. On se représente alors, note M. Cusson, « le délinquant comme un être qui possède sa morale propre et sa psychologie propre » (op. cit., p. 234). Si on le considère, comme un homme tout court, qui profite des défaillances du contrôle social pour se livrer à l'activité lucrative du « crime », on souligne son caractère composite, ambigu et ambivalent. On relève, en particulier, sa liberté devant les alternatives qu'offrent les choix multiples, plus ou moins approuvés, plus ou moins désapprouvés ou tolérés par les instances du contrôle social. M. Cusson insiste sur l'importance du coût intrinsèque que les sanctions imposent à l'activité criminelle. L'ordre moral que sous-tend le mobile social fait du crime un acte blâmable et honteux. La peine que la sanction pénale représente marque la désapprobation institutionnalisée d'une société, organisée et complexe, qui s'ajoute au blâme d'ordre moral.

Dans chaque société, il existe une combinaison unique entre la structure sociale (distribution par l'âge, le sexe, la division du travail social, la mobilité sociale et géographique, etc.), la culture (us et coutumes, valeurs et normes) et la personnalité de base (profils psychologiques de traits acquis par la socialisation et l'enculturation, voir diverses classifications comme celles de Riesman (1964), ou de Kohl-

berg (1975), entre autres). C'est le degré d'intégration de ces divers éléments, autour des valeurs culturelles, qui leur donnent une signification aussi bien fonctionnelle (utilitaire) que morale (adhésion libre des individus) et qui permet d'établir une *typologie des sociétés*.

Dans les sociétés intégrées (A), il y a harmonie, non exempte de tensions évidemment, entre les valeurs sociales et individuelles, les mœurs des groupes composant la société et les règles, les lois qui régissent ou sanctionnent les comportements individuels ou collectifs. Il y a une corrélation et une harmonie entre les mécanismes de régulation sociale, les rouages des réglementations ou législations régissant les conduites (pour plus de détails, voir Szabo, 1979).

Ces sociétés peuvent appartenir à l'ère industrielle, pré ou postindustrielle. Par exemple, une partie importante des sociétés traditionnelles à caractère rural d'Afrique et d'Asie peuvent être classées parmi les sociétés intégrées. Il en va de même du Japon parmi les sociétés déjà entrées dans l'ère postindustrielle et des pays socialistes où le marxisme-léninisme est une doctrine d'État, et ils se partagent entre les pays appartenant à l'ère industrielle (l'Europe de l'Est) ou des sociétés préindustrielles (pays socialistes d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique).

Dans les sociétés partiellement intégrées (B) se manifestent non seulement des tensions mais des contradictions entre les valeurs, les normes et les conduites individuelles ou collectives. Si le désaccord, entre groupes et individus divers, concernant les valeurs ne sont pas insurmontables au niveau des principes, les interprétations données peuvent varier considérablement et peuvent constituer ainsi des sources de conflits nombreux. Si la corrélation et l'harmonie entre les mécanismes de régulation sociale et les rouages de l'administration de justice ne sont pas rompues, elles présentent des ratés et des distorsions donnant naissance à de nombreuses dysfonctions.

La grande majorité des pays occidentaux appartiennent à ce type de société qui se situent surtout à l'ère postindustrielle. La quasi-totalité de l'Amérique latine s'y apparente ainsi que plusieurs pays d'Asie tels que la Malaisie, Singapour, la Corée du Sud, certaines ré-

gions du sud-continent indien et de l'Insulinde et les régions très urbanisées d'Afrique au Sud du Sahara.

Enfin, le type de sociétés non intégrées (C) se caractérisent par des oppositions, apparemment insurmontables entre les valeurs, les normes qui, contradictoires les unes par rapport aux autres, inspirent des groupes, des mœurs qui déterminent des conduites incompatibles, conflictuelles, contradictoires les unes par rapport aux autres. Dans ces sociétés, ne peut exister une harmonie préétablie entre les valeurs motivant les conduites, justifiant des normes et des mécanismes de régulation sociale et judiciaire. Ou plutôt, l'harmonie existe au niveau de chacune des « sociétés » qui composent la société globale qui n'est plus tenue ensemble par aucun lien s'appuyant sur une culture commune et partagée.

Les conflits endémiques qui caractérisent les sociétés non intégrées empêchent leur perpétuation. Les sociétés que l'on peut classer, comme appartenant à ce type, représentent des collectivités des ères pré ou postindustrielle, des sociétés industrielles à un certain moment de leur histoire. La société française durant les événements de mai 1968, la société -des États-Unis durant la phase finale de la guerre du Vietnam, les sociétés sud-américaines révolutionnaires ou contre-révolutionnaires évoquent l'image de ce type de société. En fait, c'est une situation pré-révolutionnaire à laquelle succède, assez rapidement, une consolidation due à la révolution ou à la contre-révolution.

Chacun de ces trois types de sociétés a une façon d'arbitrer ses conflits, d'administrer sa justice qui pourrait se caractériser par une conception différente de la séparation des pouvoirs. Il y a une discussion suivie dans la littérature anthropologique concernant la conception du *droit et du pouvoir*. Nous ne comptons pas la reprendre en détails ici. M. Alliot nous invite à abandonner notre croyance dans l'échelle des sociétés avec l'idée que les sociétés occidentales s'élèvent vers leur sommet, que les sociétés qui en sont les plus différentes en sont aussi les plus éloignées et demeurent, par conséquent, aux échelons les plus bas et que l'ensemble des sociétés humaines se situe entre les deux, à des échelons d'autant plus élevés du développement qu'elles ressemblent aux nôtres (s.d., p. 15). C'est une erreur, souligne-t-il, d'assimiler différence et échec, ressemblance et succès.

Si nous considérons le cas des sociétés intégrées (A), la séparation des pouvoirs (judiciaire, législatif et exécutif) y est soit diffuse, soit largement formelle. En effet, comme le note M. Guckman (1971), dans les sociétés traditionnelles, préindustrielles, la séparation entre les coutumes, les droits et les devoirs est soit inexistante, soit embryonnaire. La plupart des sanctions sont intrinsèques aux relations sociales elles-mêmes (pp. 202 et suiv.). La logique même de ces relations implique la notion de l'obligation. La sanction est rarement dispensée par des instances judiciaires séparées ; les sociétés primitives refusent volontairement au chef le pouvoir de coercition. Selon Alliot, ce refus procède de la volonté de maximiser l'indépendance collective et individuelle (s.d., p. 18). La sécurité que donne la diversité juridique constitue un obstacle à l'uniformisation du droit qui inclut, également, la séparation des pouvoirs. L'enchevêtrement des mécanismes de régulation, souligne encore M. Alliot (s.d., p. 26), et l'absence d'autonomie des mécanismes juridiques tant à l'égard des croyances religieuses, des convictions éthiques, que des techniques magiques, renforcent encore le respect du droit.

En ce qui concerne les sociétés intégrées, appartenant à l'ère industrielle, mais au régime marxiste-léniniste, le droit représente évidemment un champ distinct dans l'ensemble des institutions propres aux sociétés socialistes. Mais la séparation des pouvoirs demeure subordonnée à la dictature du prolétariat ou aux intérêts de la classe ouvrière. La légalité socialiste s'instaure au fur et à mesure de l'affermissement du pouvoir du Parti communiste. C'est à ce moment-là aussi que la séparation des pouvoirs prend corps.

Dans les sociétés partiellement intégrées (B) le droit représente un champ autonome et spécifique sur le plan institutionnel. On a tendance de plus en plus à le séparer du champ propre aux mœurs faites de coutumes, de l'ensemble des règles de mécanismes de la régulation sociale. Les incertitudes quant aux valeurs motivantes des comportements affaiblissent les principes de la légitimité des divers pouvoirs. C'est ainsi que l'on relève, dans ces sociétés, de nombreux conflits entre les trois pouvoirs. Par exemple, l'interprétation des membres de certains syndicats de la magistrature, en France ou en Italie, est durement contestée par les autres branches du pouvoir. Ce qu'on appelle

l'« activisme judiciaire », aux États-Unis, conduit à l'intervention directe des juges dans l'administration scolaire, hospitalière, etc., au détriment des prérogatives du pouvoir exécutif (Sowel, chap. 9, 1980).

La raison que les philosophes et les juristes ont invoquée au début du XIX^e siècle devait légitimer l'acceptation du droit aux yeux de tous. Sans prétendre que ce droit fût rationnel, on considérait qu'il était raisonnable et que sa rencontre avec la raison, laquelle se retrouve en tout homme, devait entraîner cet assentiment de tous d'où découlait la force juridique de certains actes. Selon M. Alliot, (s.d., p. 43), c'est ainsi que le droit romain retrouvait un nouveau fondement et une vocation à l'universalité. Supposant la conscience universelle et immuable, la conscience individuelle du juste et de l'utile devenait le fondement du droit. Très rapidement, souligne Alliot, les zones de résistance contre cette fiction de l'universalité s'organisèrent. Pour que ce droit puisse exister, on aura besoin du concours de la société et celle-ci, par jurisprudence, modifiera profondément le droit. On assiste à la constitution d'un droit jurisprudentiel, élaboré à partir de diverses sources dont la plus importante est la loi. Sans l'apport de l'administration de la justice, le droit n'a que peu de signification (s.d., pp. 47-48). Pour illustrer son argument, Alliot note que la version anglaise du *Pater noster* comporte 56 mots, les dix commandements 297 mots, la déclaration américaine de l'indépendance 300 mots, la version anglaise de la directive de la Communauté économique européenne sur les exportations d'œufs de cane 26 911 mots... (s.d., p. 48). Cet éclatement du droit en droits spécialisés, complétés par d'innombrables directives, règlements, etc., correspond aux zones de résistance des groupes qui constituent ces sociétés partiellement intégrées. La séparation des pouvoirs y est donc sélective.

Enfin, dans les sociétés non intégrées (C), qui se caractérisent par un polycentrisme culturel, les pouvoirs sont diffus à des degrés plus ou moins grands, entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, à l'intérieur de chacun des systèmes qui composent ce type de société, et qui s'y opposent. On y est arrêté, jugé et exécuté par la même instance. La justice « révolutionnaire » est l'exemple caractéristique de l'absence de la séparation des pouvoirs. Le droit n'y constitue guère un champ institutionnel autonome, là non plus. La conscience aiguë des valeurs permet le passage à l'administration des mesures, directement, sans

l'entrave que constituent les règles de procédures qui dérivent normalement de la séparation de trois pouvoirs.

Dans la perspective que nous avons adoptée ici, seules les sociétés partiellement intégrées (B) disposent d'un régime d'administration de la justice qui reflète la séparation rigoureuse des pouvoirs. L'équilibre délicat, qui s'y établit, est cependant toujours à la merci de crises qui éclatent dans la sphère culturelle. La légitimité des principes est alors contestée et l'équilibre peut être rompu au profit de l'un ou l'autre de ces pouvoirs. Lorsqu'on dénonce le gouvernement des assemblées, celui des juges ou celui des masses (abus des plébiscites), de présidence « impériale », on parle de l'équilibre rompu. La crise de la culture occidentale, dont nous parlions plus haut, exerce donc une influence décisive sur l'administration de la justice et le système juridique des sociétés partiellement intégrées que sont la plupart des démocraties occidentales. Un glissement dangereux vers le type des sociétés -non intégrées peut s'opérer ainsi et l'apparition de la « justice révolutionnaire » peut être notée (terrorisme endémique, guerre civile, etc.).

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous sommes interrogés, dans cet essai, sur les invariants et la culture, et sur les conséquences de cette relation sur la définition du crime et du comportement criminel par les mécanismes du contrôle social. Nous nous sommes placé dans la perspective de la criminologie comparée. Peut-on justifier, en effet, en les précisant, les paramètres d'une telle démarche tenant compte de l'apport de l'anthropologie biologique et culturelle ? Nous avons noté le décalage épistémologique et théorique qui existe entre -les sciences naturelles et les sciences humaines. Le progrès, dans les premières, ne se reflète que tardivement dans les secondes. Ce décalage est encore accentué dans les sciences sociales appliquées et orientées vers un champ d'étude composite comme la criminologie.

Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il y a une convergence entre la génétique, la neurophysiologie, l'anthropologie culturelle, la sociologie et la juristique (science du droit) dans la conception que l'on se fait des invariants. Ceux-ci se manifestent dans -des ensembles complexes et uniques et subissent les effets de l'évolution et des transformations socio-économiques et culturelles. Nous avons vu le rôle crucial du contrôle social et de sa variante, du droit, dans la production de la criminalité. « Il n'y a pas d'universaux qui appliqués aux phénomènes juridiques en permettraient la connaissance complète. Anthropologues et juristes ont souvent succombé à la tentation de l'explication absolue, par les relations de pouvoir, par les relations d'échange et par les relations de partage et l'on ne peut nier l'ampleur des vues que le marxisme, le structuralisme ou le jusnaturalisme présentent de la société en général et du droit en particulier » (M. Alliot, 1983, p. 10). Pour ce représentant de l'anthropologie juridique, toutes ces théories portent l'empreinte de la culture occidentale. Aucune ne peut prétendre ainsi à l'universalité. Ce débat philosophique sur la relation essentielle entre « nature » et « culture » ne pouvait point être réglé par les arguments d'ordre scientifique et empirique.

L'enseignement épistémologique qui s'est dégagé des débats actuels, les commentaires que suscite le défi lancé par la sociobiologie aux sciences humaines recoupent la position de ceux qui croient dans la tradition, qui cristallisent les mécanismes d'adaptation du contrôle social, le point d'intersection où se nouent les facteurs étiologiques censés expliquer la conduite déviante et criminelle. Nous rejoignons également la réflexion de M. Alliot (1983) qui affirme que « s'il y a un trait commun entre toutes les sociétés, c'est bien que chacune construit son propre univers mental, porteur de modèles fondamentaux et dispensateur de sens, qui révèlent à la fois la vision du monde visible et invisible de chacun de ses membres, sa vision des peuples, de sa société, des groupes auxquels il appartient ou avec lesquels il est en rapport et sa vision de lui-même. Chaque vision renvoie aux autres et les éclaire. Mais celle qu'une société a du monde et d'elle-même explique, plus particulièrement, les comportements juridiques individuels et fondamentaux, les limites de la juridicité » (op. cit. p. 10).

Chaque société crée son propre univers au sein duquel se structurent et se destructurent, se nouent et se dénouent des relations, des traits qui reflètent ou sont produits par des processus génétiques, neurophysiologiques et socioculturels. Nous songeons essentiellement au contrôle social qui règle les problèmes d'adaptation, de normalité et de déviance. Nous avons tenté de les classer en utilisant plusieurs critères et de procéder ainsi à l'établissement de typologies (voir Boudon, Bourricaud, op. cit., p. 578). Certains veulent révéler les « structures cachées » : leur tentative est philosophique. Le monde invisible explique le monde visible ; il lui donne cohérence et sens. En analysant trois univers culturels, la Chine, l'Égypte ancienne et l'Afrique contemporaine, le christianisme et l'islam monothéistes, Alliot (1983) montre comment l'invisible se manifeste dans le visible et comment les rites permettent l'agissement du visible sur l'invisible.

C'est probablement à ce niveau-là qu'on doit situer les « invariants » de la culture. Chaque culture a les siens, constitués par le dialogue que la condition humaine impose aux participants à cette culture. C'est dans le fait de ce dialogue avec la destinée humaine que se situe la vocation à l'universalité de la condition humaine. Chaque société, chaque culture, et en dernière analyse chaque homme, s'adapte en usant plus ou moins parcimonieusement de sa liberté. Celle-ci est limitée par nombre de « déterminismes » ou d'influences pour s'épanouir tout en respectant la liberté d'autrui. La normalité, la déviance et la « criminalité » ne seront comprises et analysées que dans ce contexte. Celui-ci tient compte de la permanence des défis et des particularismes que commande

la différenciation des patrimoines génétiques, socioculturels et, bien évidemment, la liberté de l'homme.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

Alliot Michel (s.d.), *Essai sur les transferts du droit*. Paris, Laboratoire d'anthropologie juridique.

Alliot Michel (1983), texte Inédit présenté au Colloque de Goutelas-en-Forez, miméo., s.n.

Aron B. (1981), Culture et nature, in *Commentaire*, no 15, p. 372.

Aron R. (1977), *Plaidoyer pour l'Europe décadente*. Paris, Laffont.

Bandura A. (1975), *Agression : A Social Learning Analysis*. Englewood Cliffs, N.H., Prentice Hall.

Béjin A. (1974), Qu'est-ce qu'apprendre ?, In *L'unité de l'homme. Invariants biologiques et universaux culturels*, coll., dirigé par Edgar Morin et Massimo Piatelli-Palmarini, Paris, Editions du Seuil, pp. 281-286.

Black D. (1983), Crime as social control, in *American Sociological Review*, vol. 48, pp. 34-45.

Boudon R. (1980), The Freudian-Marxian-Structuralist (FMS). Movement in France ; Variations on a theme by Sherry Turkle, *La Revue Tocqueville*, vol. 2, no 1, pp. 5 à 25.

Boudon R., Bourricaud F. (1982), *Dictionnaire critique de la sociologie*. Paris, Presses Universitaires de France, 651 p.

Brillon Y. (1978), *Le phénomène criminel et la réaction sociale au crime en Afrique noire*, thèse de Ph.D., Université de Montréal, École de Criminologie, 659 p.

Buckley Walter (1974), Théorie des systèmes et anthroposociologie, In *L'unité de l'homme. Invariants biologiques et univer-*

saux culturels, coll. dirigé par Edgar Morin et Massimo Piattelli-Palmarini, Paris, Éditions du Seuil, pp. 619-631.

Clifford W. (1977), *Culture and Crime*, *Annales internationales de criminologie*, vol. 1-2, pp. 87-108.

Coles Robert (1980), *Civility and Psychology*, *Daedalus*, Summer 1980, pp. 133-142.

Cusson Maurice (1983), *Le contrôle social du crime*. Paris, Presses Universitaires de France, 342 p. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Freeman Derek, *Sociobiology*. The « Antidiscipline » of Anthropology, in *Sociobiology examined*, coll. dirigée par M. F. A. Montagu, New York, N.Y., Oxford University Press, pp. 198-219.

Geertz Cl. (1973), *The interpretation of cultures : selected essays*. New York, NY, Basic Books, 470 p.

Gehlen A. (1976), *Der Mensch*. Wiesbaden, Athanalon.

Gluckman M. (1971), *Politics, Law and Ritual in Tribal Society*. Oxford, Blackwell.

Gouldner A. W. (1970), *The coming crisis of Western Sociology*. New York, NY, Basic Books, 528 p.

Hook S. (1980), *Philosophy and Public Policy*. Carbondale, Southern Illinois University Press.

Huxley J. (1974), *On living in a Revolution*. London, Chatto & Windus.

Katz Solomon H. (1974), *L'anthropologie sociale/culturelle et biologie*, In *L'unité de l'homme. Invariants biologiques et universaux culturels*, coll. dirigée par Edgar Morin et Massimo Piattelli-Palmarini, Paris, Éditions du Seuil, pp. 515-552.

Kohlberg L. (1975), *Moral Stage Scoring Manual*, Harvard, Mass., Centre for Moral Education, Harvard Graduate School of Education.

Konner Melvin (1982), *The Tangled Wing. Biological constraints on the Human Spirit*. New York, Holt, Rinehart and Winston, 543 p.

Layzer David (1980), On the evolution of Intelligence and social behavior, in *Sociobiology examined*, coll. dirigée par M. F. A. Montagu, New York, NY. Oxford University Press, pp. 220-253.

Lenneberg E. H. (1967), *The Biological Foundation of Language*. New York, NY, Wiley.

Lévi-Strauss Claude (1983), *Le regard éloigné*. Paris, Plon.

Lévi-Strauss Claude (1981), Culture et nature, in *Commentaire*, no 15, pp. 365-372.

Mendras H. (dir.) (1980), *La sagesse et le désordre*. Paris, Gallimard.

Montagu M. F. A. (1976), *The nature of Human Aggression*. New York, Oxford University Press, 381 p.

Montagu M. F. A. (dir.) (1980), *Sociobiology examined*. New York, Oxford University Press, 355 p.

Morin Edgar (dir.) (1974), *L'unité de l'homme. Invariants biologiques et universaux culturels*, coll. dirigé par Edgar Morin et Massimo Piattelli-Palmarini, Paris, Éditions du Seuil.

Murdock G. P. (1945), The common denominator of Cultures, in *The Sciences of Man in the World Crisis*, coll. dirigée par R. Linton. New York, NY, Columbia University Press.

Newman O. R. (1978), *Crime and Justice in America 1776-1976*. Philadelphie, American Academy of Political and Social Science, 228 p.

Nisbet R. (1980), *History of the Idea of Progress*. New York, NY, Basic Books.

Rico J. M. (1978), *Crime et justice en Amérique latine*. Montréal/Paris, Les Presses de l'Université de Montréal/Éd. Vrin.

Riesman David (1964), *La foule solitaire : anatomie de la société moderne*. Parle, Arthaud, 378 p.

Rufflé Jacques (1979), Le mutant humain, In *L'unité de l'homme. Invariants biologiques et universaux culturels*, coll. dirigé par Edgar Morin et Massimo Plattelli-Palmarini, Parla, Éditions du Seuil, pp. 107-170.

Rufflé Jacques (1932), *Le traité du vivant*, Paris, Fayard.

Shils Edward (1981), *Tradition*, Chicago, Ill., Chicago University Press.

Sowell Th. (1980), *Knowledge and decisions*, New York, NY, Basic Books.

Szabo Denis (1979), *Criminologie et politique criminelle*, Montréal/Paris, Les Presses de l'Université de Montréal/Bd. Vrin.

Szslai A., Petrella R. (1977), *Cross/National Comparative Survey Research. Theory and Practice*, Oxford, England, Pergamon Press.

Vogel P., Motulsky A. G. (1979), *Human Genetics. Problems and Approaches*. New York, Springer-Verlag.

Wilson Edward O. (1978), *On Human Nature*. Cambridge, Mass., Harvard University Press.

Wolfgang M. (1980), *Crime and Crime Control in Developing Countries*. An unpublished key note address delivered at the International Conference on crime and crime control in developing countries at the University Conference Centre, Ibadan, Nigeria, July 9-12, 1980, 15 p.

Wood R. (1980), The Disassembling of American Education, *Daedalus*, Summer 1980, pp. 99-114.

World Bank (1979), 1979 *World Bank Atlas. Population, Per Capita Product, and Growth Rates*. Washington, DC, The World Bank.

Fin du texte